16 novembre 2022 - Seul le prononcé fait foi
Télécharger le .pdf

PROPOS LIMINAIRE DU PRÉSIDENT DE LA REPUBLIQUE.

Mesdames et Messieurs, bonsoir.
Je souhaite remercier d'abord le président indonésien Joko WIDODO d'avoir organisé ce sommet du G20 et de nous avoir tous réunis ici à Bali. J'en profite pour remercier également l'ensemble de la population, je sais les contraintes que posent de telles réunions. Je salue à cet égard le rôle majeur que joue l'Indonésie cette année pour la paix et le multilatéralisme et pour la tenue de ce G20.

Nous savions tous qu'il s'agissait d'un G20 difficile, et nous savions que les discussions seraient impactées évidemment par le contexte politique de la guerre en Ukraine. Et l'actualité des dernières heures nous a, à nouveau, montré la sensibilité extrême de la situation. À cet égard, j'ai pu parler ces dernières heures et encore il y a quelques minutes aux autorités polonaises. Je leur ai présenté nos condoléances pour les victimes des tirs de missiles qui ont atteint le territoire polonais hier. Je leur ai dit ma solidarité, et nous avons exprimé l'engagement aux côtés de la Pologne pour nous mettre en situation de faire pleine clarté sur ces tirs. Des analyses sont en cours, nous coopérons avec la Pologne pour savoir exactement ce qu'il s'est passé et nous le faisons avec l'ensemble des alliés avec lesquels nous nous sommes réunis ce matin.

J'ai également appelé le président ZELENSKY qui à deux reprises s'est exprimé lors de ce G20 et je lui ai dit la solidarité de la France face aux tirs de missiles massifs subis en particulier durant la journée d'hier qui a été particulièrement difficile. Entre 80 et 100 missiles russes, en effet, ont été tirés vers des civils, des structures civiles, ce qui montre la violence en ce moment même de la guerre et au moment où nous nous réunissions le message très clairement envoyé à dessein par la Russie.

Mais comme je le disais, le choix que nous avions fait, forts des convictions qui sont les nôtres depuis plusieurs mois, était d'éviter toute division du monde dans ce contexte. Ce n'est pas un sommet du G20 qui décide de la paix ou qui permet d'arrêter une guerre. Mais au moins avions-nous, à l'occasion de ce sommet, une responsabilité d'envoyer un message très clair pour éviter toute escalade, d'envoyer un message très clair pour défendre la paix et d'éviter une division et une partition du monde. Et je crois qu'à cet égard, malgré les différences de sensibilités, c'est le message clair qui a été envoyé à la communauté internationale et qui a été envoyé en particulier à la Russie.

C'est pourquoi la première conclusion importante de ce sommet est que le G20 n'a pas détourné le regard de la guerre en Ukraine, bien au contraire. Nos débats, sur la base d'ailleurs de propositions que nous avions faites, montrent qu'il existe un espace de convergence, y compris avec les grands émergents comme la Chine et l'Inde, pour pousser la Russie à la désescalade et ceci dans la droite ligne de ce que la France avait pu défendre à l'occasion de l'Assemblée générale des Nations unies, il y a quelques semaines, en septembre. En effet, même si le président POUTINE n'était pas venu, le message que lui envoient les plus grandes puissances économiques du monde réunis à Bali est très clair. La grande majorité des membres du G20 condamnent explicitement la guerre en Ukraine. C'est un fait, nous l'avons constaté à l'ONU lors du vote de la dernière résolution et le G20 en prend acte. Mais au-delà de la résolution de l'ONU, le communiqué acte aussi au sein du G20, incluant la Chine et l'Inde, que face à la multiplication des crises et des défis globaux, le G20 ne veut pas de la guerre, le G20 ne veut pas du chantage nucléaire qu'il juge inadmissible. Que si le G20 est avant tout une instance de coopération économique, tous ses membres affirment qu'il repose aussi sur le respect du droit international. Et comme j'ai eu l'occasion de le rappeler à plusieurs égards, c'est bien le respect et l'effectivité de ce droit international qui est en jeu dans la guerre en Ukraine.

Par ailleurs, en marge du sommet et très clairement au lendemain de la libération de Kherson, nous avons aussi pu voir que les lignes ont bougé. L'occasion qui nous a été offerte de pouvoir échanger avec le président chinois qui a très clairement manifesté une volonté, là aussi, de s'exprimer clairement contre toute escalade nucléaire, mais nous a permis de rentrer plus en détail sur la situation. La Chine peut jouer à nos côtés, j'en suis convaincu, un rôle de médiation plus important dans les prochains mois pour éviter, en particulier, une reprise des offensives encore plus forte sur le plan terrestre à partir de début février. Et j'ai pu échanger avec le président XI Jinping sur ce sujet comme sur le principe d'une visite à Pékin début 2023, avec pour objectif d'intensifier notre dialogue sur ce point précis.

J'ai pu tout à l'heure également échanger avec le Premier ministre MODI, suivant une ligne très claire : plus de coopération face à tous les défis globaux. Une volonté, là aussi, de réengager une capacité de médiation avec la

Russie. Enfin, je crois que nous avons intérêt à intensifier le dialogue avec les autres partenaires du G20, et c'est l'objectif de la réunion que nous avons tenue lundi soir, donc à la veille des débuts officiels de ce G20, où nous avons réuni le Sénégal - le président Macky SALL également en tant que président de l'Union africaine -, le Rwanda, l'Afrique du Sud, l'Argentine et le Mexique pour véritablement, là aussi, créer des convergences et avoir de l'ensemble de nos pays un message clair vis-à-vis de la Russie, d'appels sans équivoque à la fin de cette guerre et au respect du droit international.

Vous l'avez compris sur ce volet, ce G20 a été utile. Il a permis de marquer des convergences fortes et d'élargir cette coalition pour la paix et un travail diplomatique que nous poursuivrons dans les prochaines semaines et les prochains mois.

Le deuxième objectif de ce G20 à mes yeux était le sujet alimentaire. Car vous le savez, et j'avais eu l'occasion d'ailleurs de le dire dès le mois de mars dernier en marge d'un sommet de l'OTAN, le principal risque de court et de moyen terme de cette guerre est évidemment la déstabilisation de nos chaînes alimentaires. Compte tenu de ce que et la Russie et l'Ukraine représentent sur le plan du marché des céréales comme des engrais, cette guerre déstabilise le monde entier. Sur les céréales, alors que les marchés anticipaient une crise majeure en raison du blocage de la mer Noire, nous avons agi ces derniers mois pour apporter des réponses, et ce G20 a permis de les pérenniser. En effet, je veux ici rappeler que l'Union européenne, d'abord, a permis, avec ce qu'on appelle les « corridors de solidarité », d'exporter depuis le mois d'avril près de 15 millions de tonnes de céréales hors d'Ukraine. Ces corridors représentent 60 % des volumes de céréales qui ont été sortis de la région. Il y a eu ensuite l'accord négocié cet été sous l'égide des Nations unies et qui a permis à date de sortir près de 10 millions de tonnes depuis le mois d'août. Le résultat, c'est que depuis le mois d'avril dernier, les prix alimentaires ont pu ainsi rebaisser et nous sommes en train de retrouver les voies et moyens de garantir des flux réguliers de sortie des céréales.

Et alors que la Russie menaçait de mettre ce mécanisme en péril, conduisant à une nouvelle remontée des prix céréaliers, le G20 a envoyé un message très clair au président POUTINE. Il y a eu un travail important de discussions techniques sous l'égide des Nations Unies et du Secrétaire général, que je remercie pour cela. L'accord sur l'exportation de céréales en mer Noire doit impérativement être reconduit à la fin de cette semaine. Plusieurs modalités techniques ont été précisées. Il sera reconduit tacitement, on a donné une perspective justement pour poursuivre ce travail. Ce qui veut dire que nos dispositifs, tel qu'acté depuis le mois d'août dernier, vont pouvoir se poursuivre et les différentes routes que nous avons ouvertes permettent de sortir donc des céréales comme nous le faisons aujourd'hui depuis l'Ukraine.

Sur la question des engrais, nous avons aussi avancé depuis la réunion stratégique que nous avions convoquée à New York en septembre dernier, en actant lors du Forum de Paris sur la Paix la semaine dernière avec le Partenariat alimentaire mondial, un nouveau corridor pour acheminer des engrais russes de l'Europe vers l'Afrique. Les premières cargaisons seront livrées dès la semaine prochaine et la France contribuera financièrement. Nous venons de mobiliser 7,5 millions d'euros et ça fait partie des facilités très concrètes et du plan d'urgence que nous avions acté en septembre dernier.

Et alors que la Russie a annoncé ces derniers jours sa volonté de mettre en place des nouvelles taxes sur les exportations d'engrais, le G20 a, là aussi, passé un message très clair. Il serait irresponsable d'imposer des obstacles au commerce agricole et nous avons pris une option, là aussi très claire, pour accroître la transparence des marchés, notamment à travers le mécanisme du G20 AMIS (Systèmes d'information sur les marchés agricoles) qui avait été lancé sous la présidence française du G20 en 2011 et qui doit permettre des échanges d'informations sur les stocks et les flux agricoles, y compris les engrais.

Et je veux également saluer le travail de l'Organisation mondiale du commerce qui a rendu ses conclusions conformément aux commandes que nous avions passées il y a quelques mois et qui là aussi, permet de suivre tous les mécanismes et de lever les mécanismes qui font obstacle à la libre circulation soit des produits agricoles, soit en particulier des engrais. Nous avons pu tenir également hier soir une réunion technique avec le FMI, la Banque mondiale, les Européens et l'Union africaine pour continuer d'avancer sur les mécanismes de transfert, de circulation dans la durée, mais surtout de développement de capacités africaines de production d'engrais et en particulier d'engrais durables. C'est conforme à la stratégie et à l'esprit de la stratégie FARM que nous avions lancée dès le mois de mars dernier. Voilà donc pour le deuxième volet principal de ce G20, celui qui concerne donc la sécurité alimentaire internationale, avec là aussi des messages clairs, des conclusions claires et la pérennisation en particulier de certains mécanismes qui pourraient en découler très concrètement.

Le troisième grand message de ce G20 est un message de solidarité à l'égard du Sud. En effet, ce G20 se devait d'être un G20 de solidarité et la présidence indonésienne puis la présidence indienne ont à cœur, évidemment, que le G20 tienne ses promesses. Nous l'avons dit là aussi très clairement : les pays les plus pauvres ne doivent pas payer le prix fort pour une guerre qu'ils n'ont pas voulue. Depuis le sommet de Rome l'année dernière, nous avons fait des progrès considérables qui montrent là aussi que le G20 permet d'avoir des résultats concrets.

Vous vous en souvenez sans doute, tout au moins je l'espère, au mois de mai 2021, la France avait lancé une initiative en sortie de Covid pour aider au financement, en particulier, des économies africaines. Après que nous ayons lancé avec le FMI, en novembre de l'année qui précédait l'initiative de lancer une émission de droits de tirage spéciaux du FMI, c'est à ce moment-là que nous avons pris la décision de lancer une initiative visant à réallouer les droits de tirage spéciaux des pays les plus riches pour aller vers les pays qui en avaient le plus besoin. Avec cet objectif d'un équivalent 100 milliards de dollars vers les pays les plus vulnérables et ceux qui en avaient le plus besoin, en particulier le continent africain, mais plus largement. Cet objectif affirmé en mai 2021 à Paris, a été endossé lors du G20 de Rome à l'automne et nous avons pu en faire le point. Nous sommes aujourd'hui à 81,6 milliards de dollars de droits de tirage spéciaux qui ont été réalloués. C'est un résultat d'ores et déjà tangible qui est le fruit de nos initiatives, de notre capacité à mobiliser la communauté internationale, qui a permis de manière très concrète à des pays comme le Rwanda, la Barbade ou d'autres d'accéder à des programmes du FMI, à des conditions très préférentielles : en terme à la fois de taux, de durée (20 ans), aussi de délai de tolérance de 10 ans avant le début des remboursements, mais aussi d'alimenter les programmes permettant d'assister les pays qui sont les plus fragiles sur le plan financier.

Et donc nous avons rappelé simplement chacun à ses devoirs. Pour passer des 81,6 au 100, il faut que celles et ceux qui se sont engagés à faire les 20 % de réallocations le fassent et que les quelques retardataires du club puissent les rejoindre. Nous souhaitons aussi continuer d'améliorer techniquement les choses avec un travail qui se poursuit avec le Fonds monétaire international, mais dont je veux ici saluer la mobilisation et l'inventivité financières J'ai souhaité par ailleurs, face à la situation que nous vivons qui s'est dégradée pour ces pays en développement comme pour les pays à revenu intermédiaire, que nous allions plus loin. La France a pris l'engagement avec quelques autres de pouvoir réallouer 30 % de nos droits de tirage spéciaux ou de faire un effort financier équivalent.

De la même manière, ce G20 a permis d'avancer sur le plan de la restructuration des dettes des pays les plus fragiles, ce qui est un élément clé de la solidarité. Là aussi, sur la base du chantier que nous avions mis en place sur le plan finance du G20, avec un cadre commun, une approche commune de la dette, arriver à des restructurations. Nous venons d'obtenir en G20 un premier accord historique entre le Club de Paris et les émergents, et en particulier la Chine sur la restructuration de la dette tchadienne, ce qui a permis en particulier de restructurer cette dette et la dette privée de ce pays, ce qui est important, et de mettre donc en application le cadre que nous avions décidé.

Nous allons continuer sur cette voie et nous souhaitons pouvoir aller plus loin. Toutefois, je l'ai dit à Charm-el-Cheikh, la multiplication des crises, la pandémie, la guerre en Ukraine et ses conséquences, l'accélération aussi du changement climatique nous oblige à aller plus loin et à créer les conditions d'un véritable choc de financements vers le Sud. Pour une raison simple, c'est que nous ne pouvons pas demander à ces pays de soutenir le multilatéralisme, si celui-ci n'est pas en capacité de répondre à leurs urgences vitales. A cet égard, et fort des résultats que je viens d'évoquer et des discussions que nous avons pu avoir lors de ce G20, j'ai annoncé la tenue en juin prochain à Paris d'une conférence internationale sur le nouveau pacte financier avec le Sud, qui aura pour vocation de faire un point d'étape sur les droits de tirage spéciaux, l'objectif de 30 % que j'évoquais, sur toutes les voies et moyens d'accroître la solidarité financière vers le Sud, mais aussi d'avancer sur le programme de réforme des institutions financières internationales. Il y aura un rendez-vous important lors des journées de printemps. A l'issue des journées de printemps et du G7 qui se tiendra au Japon, nous pourrons ainsi, lors de cette conférence pour le nouveau pacte financier, tirer toutes les conclusions. Nous devons sortir d'un statu quo pour les pays les plus pauvres et mobiliser massivement le secteur privé, en tout cas le mobiliser bien davantage pour la révolution énergétique, agricole et industrielle et desserrer une partie des contraintes dans l'accès aux financements. Nous devons aussi, dans le cadre de ce nouveau pacte financier, intégrer la question de la vulnérabilité climatique, qui est la manière dont nous voulons traiter de la question des pertes et préjudices qui, comme vous le savez, est au cœur de la COP 27 de Charm-el-Cheikh. Nous entrons dans l'ère de l'urgence climatique et nous ne pouvons pas ignorer ce qui se passe, ce qui s'est passé au Pakistan ces derniers mois, que nous avons tous vu, ce que plusieurs pays à revenus intermédiaires peuvent subir, qui sont des chocs massifs liés au dérèglement climatique. Aujourd'hui, rien dans nos règles financières internationales ne prend en compte ces critères. Notre volonté est donc de pouvoir intégrer la vulnérabilité climatique comme un élément qui permettrait justement d'activer des mécanismes financiers spécifiques dans des conditions qui seront définies dans les prochains mois. Nous avons mandaté à cet égard un groupe des sages en marge de Charm-El-Cheikh avec la Première ministre de la Barbade pour pouvoir avancer techniquement et définir des conditions qui nous permettront d'activer de tels mécanismes. Sur ces trois points au moins, nous travaillerons avec nos partenaires : l'Union africaine, mais aussi la Barbade qui porte le sujet des pertes et dommages, l'Inde qui aura la présidence du G20 l'année prochaine, les États-Unis qui auront sur tous ces sujets un rôle majeur à jouer pour faire bouger les lignes, et évidemment en étroite coordination avec le Japon qui aura la présidence du G7.

Enfin, malgré la guerre, et c'est le quatrième point que je souhaitais faire, parce que c'est un acte important de ce G20, nous avons continué d'avancer en matière de climat et de biodiversité. C'est en effet crucial. Je l'ai redit à la COP 27, nous ne pouvons sacrifier nos engagements sous la menace énergétique de la Russie et

parce qu'il y a la guerre. Ce G20 était un G20, si je puis dire, de confirmation et même de clarification en matière climatique ; confirmation parce que nous n'avons pas cédé de terrain depuis Rome et Glasgow. Le G20 reste engagé sur les accords de Paris et en particulier sur la cible des 1,5°C qui suppose de mettre à jour nos stratégies nationales. Nous avons progressé également à deux égards au moins. D'abord par un engagement clair sur la sortie progressive du charbon, qui doit être notre première priorité. C'est la première fois que le G20 a, de manière aussi claire, pris une position sur la sortie du charbon, ce qui correspond exactement à la stratégie que j'ai rappelée il y a quelques jours en Egypte et qui est notre priorité à l'international si nous voulons tenir nos objectifs. Le deuxième élément de clarification, c'est que, après le partenariat sur la transition énergétique pour l'Afrique du Sud que nous avons là aussi finalisé à Charm el-Cheikh, c'est l'Indonésie qui a signé un tel partenariat en marge du G20 duquel la France sera partie prenante avec des financements que nous mettons à contribution. C'est là aussi dans un esprit de cohérence, en marge de Glasgow, que nous avions lancé ces partenariats pour aider les grands pays émergents à sortir du charbon. Nous avons avancé très vite avec l'Afrique du Sud et nous l'avons finalisé en Egypte. Nous le lançons avec l'Indonésie et nous en avons finalisé le premier tour de table en marge de ce G20 et nous allons poursuivre le travail. Je pourrais être plus long encore, je pourrais mentionner que la santé a été un sujet aussi au cœur de ce G20, et je pense que là aussi, c'est dans un esprit de cohérence alors que nous sortons de la pandémie, nous n'abandonnons pas l'effort et nous avons réinsisté sur les mécanismes, en particulier de prévention et de préparation aux crises, avec la consécration de ce fonds, le FIF, sur lequel nous apporterons une contribution de 50 millions de dollars et sur la confirmation aussi des initiatives de transfert de technologies vers les pays les plus fragiles ou les pays émergents. La France a été à l'initiative au printemps 2021 de transferts de technologies pour les vaccins à ARN messager vers l'Afrique, avec en particulier le hub sud-africain, et j'étais aux côtés du Président RAMAPHOSA pour ce faire. Le G20 a très clairement réaffirmé cette stratégie et les financements internationaux. La stratégie santé, de solidarité, la stratégie prévention et la stratégie One Health ont été confortées et nous avons aussi, en particulier dans les formats finance, réaffirmé notre volonté de parachever la taxation internationale et la reprise en particulier sur le premier pilier qui est un aspect très important comme vous le savez là aussi d'initiatives que la France depuis plusieurs années a poursuivi.

Vous l'avez compris, ce G20 à Bali nous montre que malgré les tensions et les risques de division, le multilatéralisme et la défense de la paix continuent de prévaloir car c'est l'intérêt de tous. La Russie n'a pas souhaité s'isoler face à une majorité de fait au G20 sur ce point et au-delà des négociations pendant ces deux jours de sommet et dans les jours qui ont précédés au niveau de nos sherpas. La Russie doit désormais entendre le message qui lui a été très clairement envoyé par la communauté internationale ici réunie et revenir à la table des négociations. Ce G20 nous montre aussi que nous sommes dans un monde en recomposition. À bien des égards, cette guerre interroge les règles de la gouvernance, nos propres institutions internationales et c'est aussi pour cela que nous avons souhaité prendre l'initiative d'une réforme de nos institutions financières pour l'année prochaine. Mais nous devons aller plus loin. C'est aussi pour cela que la France soutient l'intégration pleine et entière de l'Union africaine au G20, ce qui est un élément clé de cette recomposition. Si nous voulons pleinement prendre en compte la solidarité à l'égard du Sud, nous devons accepter que l'Union africaine, comme l'Union européenne soit autour de la table. Voilà les quelques mots que je souhaitais avoir en conclusion de ce G20 en félicitant la présidence indonésienne et le Président Joko Widodo pour tout le travail fait, son accueil et pour avoir réussi à porter, pas simplement ce message d'unité, mais des avancées très concrètes qui vont dans le sens de l'unité pour la rendre plus effective à l'issue de ce sommet. Je vais maintenant répondre à vos questions.